

## Une réponse au V<sup>e</sup> Plan :

# CONTROLE OUVRIER

LA PUBLICATION en 1936 de la « Théorie Générale » de l'économiste anglais Keynes marqua un tournant radical dans l'évolution de la pensée bourgeoise.

Après les difficultés de la première période de l'accumulation, le formidable essor du capitalisme industriel jusqu'à la première guerre mondiale avait permis à ces penseurs de se vouer en toute bonne conscience à la célébration des mérites d'un système qui se croyait éternel. Les lamentations des utopistes s'étaient éteintes depuis un demi siècle, les travaux de Marx étaient traités par le mépris, l'auto-satisfaction culminait dans le marginalisme et la théorie de l'équilibre général : le capitalisme, par essence, ne saurait connaître de crises graves et prolongées si l'on ne met pas d'entraves à son fonctionnement naturel, si l'influence équilibrante du libre jeu des forces du marché ne vient pas à être perturbée par les interventions intempestives de l'Etat ou des organisations ouvrières.

En 1936, la crise a 6 ans. Il y a eu des millions de chômeurs aux USA, en Grande-Bretagne, en Allemagne... Evidente navrante, le libre jeu du système aggrave la dépression au lieu de la résoudre. D'apologétique, la pensée économique va devenir pragmatique. Il ne s'agit plus d'encenser le capitalisme mais de prolonger son existence. L'ouvrage de Keynes va être la première manifestation de ce renversement en recommandant à l'Etat d'intervenir par les armes du crédit et de la fiscalité pour amorcer la reprise.

La guerre viendra tirer provisoirement le capitalisme de ses difficultés. Mais, en 1945, la hantise d'une nouvelle grande dépression est partout présente ; par ailleurs, les états belligérants ont à reconstruire leurs économies dévastées. Les U.S.A. réclament que l'aide Marshall soit utilisée productivement. En France, le premier plan de développement économique et social va voir le jour : il se fixe pour but de rétablir en quatre ans le niveau de production atteint en 1929. Trois autres plans lui succéderont avec des fortunes diverses. Simultanément, une théorie de la « planification indicative » ou « programmation » se développait. Quels en sont essentiellement les buts ?

## Les buts et les moyens

Un des papes de la planification française l'a définie comme « un ensemble cohérent d'objectifs et de moyens permettant le passage d'une situation présente à une situation future améliorée. » L'objectif central couramment retenu en pratique est un certain taux de progression annuelle du produit national, mais rien ne s'oppose théoriquement à ce qu'il consiste en une réduction de l'emploi ou en un accroissement de la demande.

Le choix de cet objectif est effectué par le pouvoir à partir de différentes variantes qui lui sont proposées par le Commissariat du Plan. Ainsi pour le IV<sup>e</sup> Plan, le gouvernement retint le taux de 5,5 % dans un éventail s'étendant de 3 à 6 %. Pour le 5<sup>e</sup> Plan, il s'est contenté d'un taux de 5 % pour ne pas avoir à accroître ses interventions dans le domaine économique : procédé peu estimé de nos sphères dirigeantes.

Ce choix doit ensuite être détaillé par branches économiques. C'est l'occasion, le Plan étant purement indicatif, d'associer à sa préparation ceux dont les décisions as-

suront en fin de compte sa réussite ou son échec, c'est-à-dire avant tout les maîtres du grand capital. Cette tâche revient aux commissions de modernisation, qui, pour le 4<sup>e</sup> Plan, comprenaient un peu plus de 3000 personnes dont 715 chefs d'entreprises, 562 représentants des organisations d'employeurs, 281 syndicalistes et 107 pay-sans !

Des commissions « horizontales » sont ensuite chargées de vérifier la cohérence des estimations des commissions de modernisation. Une version finale du Plan est enfin rédigée puis soumise à la discussion du Conseil supérieur du Plan, du Conseil économique et social et du Parlement.

Que peut-il alors advenir de cet ensemble COHERENT d'objectifs et de moyens ?

La cohérence du Plan est en effet un de ses aspects pratiques fondamentaux. Etant donné l'interdépendance des différentes branches de production, la non-réalisation des prévisions dans l'une d'elles devrait entraîner obligatoirement la révision des objectifs de toutes les autres. Or rien n'est moins sûr que le respect par les entreprises capitalistes des recommandations du Plan. La production capitaliste, basée sur la recherche du profit se développe en effet selon des lois bien précises : la nécessité organique de conquérir de nouveaux marchés amène les entreprises à prendre des décisions individuelles, indépendantes les unes des autres, dont découleront le montant et le rythme de croissance de la production et de l'accumulation.

Dans ce contexte, le Plan perd rapidement tout son sens. Sa cohérence n'est plus qu'un vœu pieux que même le gouvernement, qui l'a cependant choisi ne cherche plus à respecter malgré ses possibilités d'intervention par le secteur public. Ainsi en 1958, le 3<sup>e</sup> Plan fut sacrifié à une politique de restriction de la consommation et dut être reformulé en un Plan intérimaire de deux ans. De même, le 4<sup>e</sup> Plan fut immolé à la stabilisation monétaire et le Plan de stabilisation vint le corriger.

On se demande en définitive pourquoi les travailleurs devraient être les seuls à respecter les prévisions : 3 % d'augmentation annuelle de salaires sous le 5<sup>e</sup> Plan.

## Plan et contre-plan

En fait, ce n'est pas là le rôle du Plan. Il ne s'agit pas d'un moyen d'accroître la prospérité de la « collectivité nationale ». Le but essentiel de la programmation capitaliste est de fournir aux patrons une étude de marchés à l'échelle nationale en mettant en évidence les conditions auxquelles s'équilibreront l'offre totale et la demande totale de marchandises. C'est-à-dire de les aider à la REALISATION DE LEUR PLUS-VALUE. Il s'agit d'essayer d'éviter la formation de capacités excédentaires dans certains secteurs, l'insuffisance de l'offre dans certains autres, donc de rationaliser les investissements pour la seule défense des profits privés des secteurs clés du capitalisme des monopoles. Mais, comme nous l'avons vu, l'inélasticité des lois de fonctionnement du système condamne cette tentative d'organisation de l'économie capitaliste à demeurer fragmentaire. Les caractéristiques sociales fondamentales du système pourront dans une certaine mesure être corrigées mais ne seront en aucun cas supprimées.

Ce n'est apparemment pas là l'analyse des technocrates planificateurs du PSU qui ont récemment accouché d'un contre-projet du 5<sup>e</sup> Plan. Ayant trouvé mesquin le choix gouvernemental d'une croissance annuelle de la production de 5 %, ils proposent un taux de 5,4 % assorti d'une réduction de 4 heures de la durée du travail. Son présentateur prend le soin de nous informer que la cohérence de ses hypothèses n'a pas été testée ce qui ajoute au ridicule de l'ensemble ! On voit mal à ce compte pourquoi arrêter là la surenchère.

Dans le détail, au bout de quatre ans et par rapport au projet gouvernemental, la consommation des particuliers augmenterait de 4 %, celle des administrations militaires de - 3,6 %, les investissements des entreprises s'amélioreraient de 2,10 % et le logement de 2 %.

Ce faux réalisme rend totalement absurdes des prévisions qui visent à se faire décerner un brevet de bon sens, de modération et de sérieux. Ce rapporteur n'a pas été

en effet sans remarquer que les plans précédents n'ont pu être réalisés et que des modifications « structurelles » s'imposeraient pour que le sien le soit.

Que propose-t-il à cet égard ?

« L'Etat doit être chargé de réduire les tensions que la poursuite de ces objectifs entraînera dans l'économie ». Le contrôle des prix y figure en bonne place ; mais un si fin planificateur ne peut ignorer qu'il est impossible ici de contrôler les prix sans contrôler les salaires. Et pourtant il n'est pas proposé de variante au projet gouvernemental de limiter à 3 % leur progression annuelle !

« L'Etat doit jouer un rôle décisif en matière d'investissement non seulement dans le secteur public mais aussi dans le secteur privé », y lit-on encore.

Enfin, les inévitables réformes de structure chères à notre vieille nouvelle gauche qui s'émerveille de redécouvrir les idées du grignotage progressif de l'appareil d'Etat, en faillite depuis un demi-siècle.

Que dire de cet aimable divertissement intellectuel sinon que si ses auteurs sont unanimes à condamner le caractère de classe du 5<sup>e</sup> Plan, il faut reconnaître à leur contre-projet le « mérite » d'en être complètement dépourvu. Comment en serait-il autrement ? Eux qui se voudraient les maîtres à penser de la classe ouvrière n'ont aucune confiance en leurs disciples. Ils ont substitué les manœuvres de couloir à la lutte des classes et, ayant barré d'un trait la possibilité pour le Proletariat de prendre le Pouvoir, voudraient le persuader que sa destinée historique est de le pousser dans les « centres de décision politico-économique », destinée qui se confond bizarrement (?) avec la poursuite de leurs propres intérêts.

## Programmation et planification

Parmi les termes galvaudés celui de planification tient une place prééminente. La « planification » dont il est question en France et dans d'autres pays capitalistes est un ensemble de techniques qui visent à organiser une production anarchique par essence. La programmation capitaliste vient se surajouter aux lois fondamentales de l'économie sans les modifier, car elle laisse en place l'appropriation privée des moyens de production, et admet donc qu'en dernière instance ce seront des décisions individuelles, dictées par la recherche du profit, qui détermineront le rythme de la production et de l'accumulation.

La planification ne peut donc avoir de sens que dans une économie socialiste, ou de transition vers le socialisme, qui connaît l'appropriation collective des moyens de production et où ce sont les travailleurs qui déterminent le fonctionnement de l'économie. Cette planification ne vise plus la réalisation du profit maximum mais le développement des forces productives socialisées afin d'assurer progressivement une abondance de biens et de services aux citoyens.

Cette planification nécessite donc d'une part que les moyens de production et d'échange soient socialisés, afin qu'exploiteurs et parasites de tout poil ne puissent s'opposer à la réalisation du Plan et que puisse être substituée à la planification indicative une planification impérative. D'autre part, que soit mise en place une structure de collectifs d'ouvriers et d'employés ayant une prise réelle, quotidienne (et non seulement formelle et juridique) sur l'élaboration et l'exécution des plans. Les techniciens de la planification, nécessaires pour mettre en forme les choix collectifs ne devant en aucun cas pouvoir se transformer en une équipe de bureaucrates substituant leurs choix à ceux de la classe ouvrière et sans liens avec elle.

La nécessité de répondre aux programmes néo-capitalistes ne doit pas nous amener à leur opposer des contre-projets qui, restant sur le même terrain, connaissent les mêmes insuffisances. La revendication du contrôle ouvrier est aujourd'hui la seule réponse efficace à la planification capitaliste. Première étape vers la gestion ouvrière de l'économie socialisée, elle est une école de la planification socialiste. Elle répond enfin à la nécessité de donner aux luttes ouvrières le caractère offensif dont l'absence durant ces dernières années a déterminé les échecs.

Jean DEVAUX.

## Le projet Concorde

(Suite de la page 2)

Une politique chauvine et cocardière obscurcit la conscience de classe et ne saurait résoudre tout. Même si l'aéronautique française peut étudier et fabriquer « Concorde », même si les crédits peuvent être trouvés : il suffit de détourner quelques 500 milliards des 7.000 consacrés à la force de frappe, il faut vendre et pour cela trouver un client. Or, même au dire des ingénieurs de la SNECMA, il est très difficile de disposer des ingénieurs compétents dans un court délai, même pour fabriquer le moteur anglais sous licence.

Il est évident que la solution la plus valable reste la voie multinationale à moins de disposer comme les U.S.A. d'un potentiel suffisant, idem pour l'U.R.S.S.

### QUI PAIERA ?

De deux choses l'une. Ou il faut poursuivre la fabrication et envisager les moyens de lutte nécessaire, ou reconverter et réorienter l'aéronautique car si Concorde disparaît, en plus des licenciements prévus, il faudrait licencier 1.100 travailleurs à la SNECMA et 1.700 à Sud-Aviation fin 64, puis respectivement 1.500 et 7.000 courant 65, sans compter les incidences sur Nord-Aviation, Hispano, la Sifa...

Or, il convient de mesurer les conséquences d'un afflux de personnel hautement qualifié (50 % de techniciens et ingénieurs, 25 % de professionnels ; 2 à 3 %

seulement d'O.S.) sur le marché de la main-d'œuvre.

C'est la lutte immédiate qu'il faut choisir et se battre pour le maintien des fabrications prévues tant en avançant en contre-projet.

Il est certain que l'action sera difficile. La C.G.T. qui est la mieux implantée avance bien quelques solutions. Mais à la demande des militants d'organiser une action nationale, il est répondu que ce n'est pas mûr. Prendre des crédits à la force de frappe, cela exige une lutte d'envergure. Une fois de plus les moyens et l'orientation font défaut. Les actions sont limitées aux conférences de presse, aux parlementaires, à la région toulousaine.

Il est vrai que les travailleurs hésitent à se battre énergiquement. Cela ne vient-il pas de ce que l'on croit difficilement à la possibilité de fabriquer seuls le « Concorde » ?

Il faut situer les luttes dans le cadre de la fabrication actuelle. Si en France, il en coûtait quelque 15 à 20.000 licenciés, en Angleterre, cela ferait 50 à 60.000.

Sur ce plan, la C.G.T., répondant aux critiques de Togliatti dans son mémorandum, propose une entrevue et une conférence avec les syndicats anglais. Mais l'on voit mal une organisation incapable de coordonner les luttes à l'échelle nationale, incapable d'opposer aux licenciements un étalement des charges de travail, incapable d'attaquer de front les « heures supplémentaires » — des usines font plus de 60 heures — proposer une unification à l'échelle internationale des luttes dirigées par différentes Fédérations syndicales.

Cependant, la solution est dans cette voie et là encore, c'est aux usines de Sud-Aviation, de la SNECMA et de Bristol de prendre directement contact.

A l'échelle nationale, il faut exiger :

- la réduction à 40 heures sans perte de salaire ;
- l'étalement des charges par l'uniformisation des horaires ;
- la coordination des revendications liant ainsi plus étroitement les travailleurs de sociétés différentes ;
- au plan de liquidation il faut opposer un contre-projet. Il ne faut pas per-

dre de vue que l'aéronautique peut répondre aux besoins des masses dans la mesure d'une élévation de leur pouvoir d'achat et de l'abaissement des tarifs — fixés par une commission internationale.

- Seule la nationalisation de l'infrastructure et des Compagnies aériennes de transport permettront abaissement et contrôle des tarifs. Malgré un accroissement du trafic annuel de 14 % sur Air-France, l'U.R.S.S. progresse en moyenne de 35 %.

DUMAS

Vient de paraître :

## Quatrième Internationale

Organe du Comité Exécutif International de la IV<sup>e</sup> Internationale

### Au sommaire :

- L. Maitan : Togliatti et son « testament ».
- H. Vallin : L'évolution du COMECON.
- P. Frank : A propos de la biographie de Trotsky par Deutscher.
- W.F. Warde : Morale et politique en Pologne.

Prix : 3 F, Afrique du Nord : 2 F. Abonnements : 1 an (4 numéros) : 11 F — Soutien : 15 F — C.C.P. : Pierre FRANK 12648-46, Paris, 21 rue d'Aboukir